

APPUI ET SOLIDARITÉ AVEC LES FEMMES ESPAGNOLES CONTRE LA RÉFORME DE LA LOI SUR L'AVORTEMENT

Nous, membres du Collectif d'Immigrant.e.s Espagnol.e.s à Montréal, nous adressons aujourd'hui à vous toutes pour vous informer de la terrible attaque contre les femmes que compte mettre en place le Gouvernement conservateur de l'Espagne, à travers sa réforme de la loi sur l'avortement.

Le 20 décembre 2013, le Conseil de Ministres de l'Espagne approuve le "*Projet de loi organique sur la protection des droits du fœtus et de la femme enceinte*". Cette proposition législative implique l'annulation pour les femmes de leur droit de décider sur leur maternité et leur santé, en appuyant une loi qui ne permet l'avortement qu'en cas de viol ou de risque grave pour la santé physique et mentale de la femme. Ce projet tente de réformer la loi sur l'avortement en vigueur dans l'actualité, qui garantit l'avortement libre lors des premières 14 semaines de gestation. La nouvelle loi que les conservateurs veulent imposer est encore plus restrictive que la première qui a été conçue après la dictature de Franco (en 1985), qui permettait à une femme d'avorter s'il existait la possibilité que le fœtus présente des malformations.

Cette nouvelle loi est une attaque directe aux droits des femmes, ainsi que ceux de toute la société, puisqu'elle annule la capacité des femmes de choisir sur leurs propres corps et leurs propres vies. Cette initiative gouvernementale aura un impact énorme sur l'autonomie et la liberté des femmes, les plus affectées par les politiques d'austérité et un taux de chômage du 26%. Une bataille qui ne semble être jamais gagnée.

Face à la pensée la plus répandue dans les secteurs conservateurs de la société espagnole, la loi sur l'avortement approuvée en 2010, qui permet d'interrompre la grossesse en toute liberté jusqu'à la 14ème semaine de gestation, n'a pas entraîné une augmentation du nombre d'avortements en Espagne. Elle a plutôt réduit le risque de complications en relation avec l'intervention. L'Organisation Mondiale de la Santé affirme en 2012 que lorsque les lois sur l'interruption volontaire de la grossesse sont plus restrictives, il y a plus d'avortements clandestins et par conséquent plus de risques de mortalité maternelle.

Comme nous le disions auparavant, la nouvelle loi sur l'avortement en Espagne réduit la possibilité des femmes d'avorter, seulement dans 2 cas très marginaux: le viol ou un grand risque pour la santé de la mère. De plus, le procès prévu pour avoir l'autorisation pour avorter est humiliant et infantilisant vis à vis des femmes, qui devront recevoir l'approbation de 2 médecins (psychiatres) différents.

Au delà de l'augmentation des interventions clandestines, ce qui es un grave attentat contre la sante et les droits fondamentaux des femmes, cette réforme engendrera d'autres conséquences négatives et plus d'inégalités sociales.

Les femmes ayant des faibles revenus, ne pouvant pas se permettre de payer des IVG à l'étranger ou dans des cliniques privées, seront celles qui s'exposeront le plus à des situations dangereuses dans un contexte d'illégalité. Celles qui ne réussiront pas à avorter, même de façon clandestine, seront obligées à avoir des enfants non désirés, ce qui augmentera leur risque d'exclusion sociale et de

précarité. Cette mesure que le Gouvernement espagnol veut mettre en place est profondément inégalitaire, non seulement entre les femmes et les hommes, mais aussi entre les femmes elles mêmes, en fonction de leur statut socio-économiques.

Dans une société où les droits sociaux se voient restreints à la vitesse de la lumière ces derniers temps sous l'excuse de la crise, un des droits les plus fondamentaux que nous avons acquis, qui a supposé une des plus grandes avancées dans la vie des femmes, la liberté d'exister au-delà de notre maternité, se voit de nouveau menacé par une idéologie patriarcale, machiste et ultra-catholique qui méprise la vie de ses propres citoyennes.

Cette négation de notre capacité de décision qui prétend s'installer en Espagne a un impact sur nous toutes, que l'on habite encore là-bas ou qu'on soit immigrantes au Québec et au Canada. Beaucoup d'entre nous vivons dans ce pays avec un statut temporaire et précaire: un bon nombre d'entre nous n'avons pas d'accès au système de santé public du Québec. Avec cette nouvelle loi proposée en Espagne, nous n'auront bientôt plus l'accès à l'avortement libre, gratuit et sécuritaire ni dans notre pays d'origine, ni dans celui d'accueil.

Cette situation nous rend davantage vulnérables aux abus, et nous nous retrouvons doublement discriminées: parce qu'on est des femmes, et parce qu'on es immigrantes. Les espagnoles en dedans et en dehors du pays sommes pressées de faire appel à l'avortement dans des cliniques privées, ce qui contribue non seulement à nous rendre plus pauvres, mais aussi et surtout à enrichir nos oppresseurs.

Nous, les femmes espagnoles immigrantes a Montréal, voulons transmettre notre appuis et notre solidarité envers toutes les femmes qui sont en lutte en Espagne, mais aussi à toutes celles qui se mobilisent à l'étranger, des milliers de femmes comme nous, qui ont été obligées d'émigrer puisque dans leurs pays d'origine elles continuent à vivre la discrimination sexiste. Nous voulons rappeler à toutes ces femmes qu'elles ne sont pas seules, puisque la lutte féministe pour la liberté de toutes les femmes va au-delà des frontières et des états.

Pour toutes ces raisons nous vous demandons aujourd'hui de manifester votre solidarité et que vous unissiez vos voix à celles de millions de femmes en Espagne et partout dans le monde, pour exiger au gouvernement de retirer sa réforme. Nous devons leur rappeler que nous sommes les femmes qui décidons sur notre sexualité et notre maternité !

Colectivo de Inmigrantxs Españolxs en Montreal
ciemmontreal9@gmail.com

SOLIDARITY AND SUPPORT FOR SPANISH WOMEN AGAINST THE REFORM OF THE LAW ON ABORTION

We, the members of the Spanish Immigrants Collective of Montreal (CIEM), address you all to inform you of the terrible attack against women that the conservative Spanish government is planning through its reform of the abortion law.

The 20th of December 2013, the Council of Ministers of Spain approved the "*Organic draft bill on the protection of the rights of the fetus and the pregnant woman.*" This proposed law means the annulment of women's right to decide about their maternity and their health, by implementing a law that would not allow abortion apart from cases of rape or grave risk for the mental or physical health of the woman. This proposed law sets out to reform the current abortion law, which permits a woman to terminate without question the first 14 weeks of gestation. The new law that the conservatives wish to impose is more restrictive than the first one that was conceived after the Franco dictatorship (1985), which permitted a woman to abort if there existed the possibility that the fetus had malformations.

This new law means a direct attack on women's rights, as well as those of all society, as it annuls the ability of women to choose regarding their own bodies and their own lives. This government initiative will have an enormous impact on the autonomy and liberty of women, the most affected by the austerity policies and a 26% unemployment rate. It is a battle that never seems to be won.

Contrary to the thinking of most sectors of conservatives in Spanish society, the abortion law approved in 2010, which allowed the interruption of a pregnancy without question until the 14th week of gestation, did not lead to an augmentation of the number of abortions in Spain. It rather reduced the risk of complications in relation with abortion. The World Health Organization affirmed in 2012 that when laws on voluntary interruption of pregnancy are more restrictive, there are more clandestine abortions and in consequence more risk of maternal mortality.

As previously mentioned, the new law on abortion in Spain reduces the possibility of a woman to abort to 2 very limited cases: rape or great risk of the health of the mother. Moreover, the process for the obtaining a permission to abort is humiliating and infantile towards women, who will have to receive the approval of 2 doctors (psychiatrists).

In addition to the augmentation of clandestine abortions, which are a grave danger for the health and fundamental rights of women, this reform will engender other negative consequences and more social inequality.

Women who have a low income, being unable to pay for abortions abroad or in private clinics, will be those who are exposed the most to dangerous situations in a context of illegality. Those who do not succeed in aborting, even in a clandestine fashion, will be obliged to have undesired children, which will augment their risk of social exclusion and precarity. This measure that the Spanish government wishes to put in place is profoundly inegalitarian, not only between men and women, but also between women themselves as a function of their social economic status.

In a society where social rights are being cut at the speed of light using the excuse of the crisis, one of the most fundamental rights that we have acquired, which was one of the greatest advances in the life of women, the right to exist apart from maternity, is being again threatened by a patriarchal, chauvinist and ultra-catholic ideology that is contemptuous of the lives of its own citizens.

This negation of our capacity to decide that looks to be installed in Spain has an effect on us all, whether we live still in Spain or we have immigrated to Quebec and Canada. Many of us live in this country with a temporary and precarious status: a good number of us do not have access to the public health care system of Quebec. With this new law proposed in Spain, soon we will not have access to free and safe abortion nor in our country of origin nor in our country of residence.

This situation makes us more vulnerable to abuses, and we find ourselves doubly discriminated: because we are women and because we are immigrants. Spanish-women in and out of the country will have to abort in private clinics, which will contribute not only to making us poorer, but also and mainly to enrich our oppressors.

We, the Spanish immigrant women in Montreal, would like to transmit our support and solidarity toward all the women who are fighting in Spain, but also those who are mobilizing abroad, millions of women like us, who have been obliged to emigrate because in their country of origin they continue to experience sexist discrimination. We wish to remind all these women that they are not alone, because their feminist fight for liberty of all women goes further than borders and states.

For this reason we ask you today to manifest your solidarity and that you unite your voice to those of millions of women in Spain and all over the world, to demand our government withdraw its reform. We must remind them that it is women who decide on our sexuality and maternity!

Colectivo de Inmigrantxs Españolxs en Montreal
ciemmontreal9@gmail.com

SOLIDARIDAD Y APOYO A LAS MUJERES ESPAÑOLAS CONTRA LA REFORMA DE LA LEY DEL ABORTO

Nosotras, miembros del Colectivo de Inmigrantes Españolxs en Montreal, nos dirigimos a vosotras para informaros sobre el gravísimo ataque que pretende realizar el Gobierno conservador de España contra las mujeres, a través de su reforma de la ley del aborto.

El 20 de diciembre de 2013, el Consejo de Ministros de España aprobó el “anteproyecto de ley orgánica de protección de los derechos del concebido y de la mujer embarazada”. Esta propuesta legislativa supone la retirada a las mujeres del derecho a decidir sobre su maternidad y salud, recogiendo una ley que solo permite el aborto en los supuestos de violación o grave riesgo para la salud física o mental de la mujer. Esta propuesta pretende reformar la actual ley que permite el aborto libre dentro de las primeras 14 semanas de gestación y es incluso más restrictiva que la primera ley del aborto de la democracia (1985) que también recogía la posibilidad de abortar en caso de malformación del feto.

La nueva ley propuesta por el gobierno conservador del Partido Popular supone un ataque directo a los derechos de la mujeres, y de la población en general, ya que anula la capacidad de decidir de las mujeres sobre sus propios cuerpos y sus propias vidas. Un impacto directo sobre la autonomía y libertad de la mujeres, las más afectadas por las políticas de austeridad y el desempleo que llega al 26% de la población, una lucha que a pesar de los años no parece nunca terminar.

Contrariamente al pensamiento más común entre los sectores conservadores de la sociedad española, la llamada ley de plazos de 2010 no ha supuesto un incremento del número de abortos en España. Es más, ha reducido el riesgo de complicaciones en relación con la intervención. Se ha demostrado que cuanto más restrictiva es la Ley de interrupción voluntaria del embarazo, existen más abortos clandestinos y en consecuencia más riesgo de mortalidad materna. (Organización Mundial de la Salud (OMS) - The Lancet, 2012).

Además de aumentar las intervenciones voluntarias del embarazo (IVC) clandestinas, un grave atentado a la salud y los derechos más fundamentales de las mujeres, esta reforma traerá consigo más consecuencias nefastas y desigualdades sociales.

Como mencionábamos anteriormente, la nueva ley del aborto en España restringe el derecho al aborto a 2 supuestos muy marginales (violación o riesgo grave para la salud). Si esto no fuera poco, el proceso para conseguir el permiso de abortar que prevé la nueva ley es humillante e infantiliza a las mujeres, que tendrán que recibir el informe de 2 profesionales (psiquiatras) de diferentes centros médicos.

Por otro lado, las mujeres con menos ingresos serán las que más se expongan a estas situaciones peligrosas, ya que no dispondrán de los medios para costearse interrupciones del embarazo en el extranjero o en clínicas privadas. Las que no consigan abortar, incluso clandestinamente, se verán abocadas a tener hijxs, aumentando su riesgo de exclusión social y precariedad. Esta medida promueve la desigualdad, no sólo entre hombres y mujeres, sino también entre las mujeres de distintos estratos sociales.

En una sociedad en la que los derechos sociales se recortan a velocidad de la luz usando la excusa de la crisis, uno de los derechos fundamentales que más ha costado conseguir, y que mayor revolución ha supuesto en la vida de las mujeres, como es la libertad de existir más allá de la maternidad, se ve de nuevo amenazado por una ideología patriarcal, machista y ultra-católica que desprecia la vida misma de sus ciudadanas.

Esta negación de nuestra capacidad de decidir que pretende implantarse en España tiene un impacto sobre todas nosotras, ya seamos residentes en España o inmigrantes españolas en Quebec y en Canadá. Muchas de nosotras vivimos en este país con un estatus temporal y precario: en la mayoría de los casos no tenemos acceso al sistema de sanidad pública en Quebec. Con la nueva ley que se propone en España, a partir de muy pronto no tendremos acceso al aborto libre, gratuito y seguro ni en nuestro país de origen ni en el de acogida. Esta situación nos vuelve todavía más vulnerables al abuso, y nos vemos doblemente discriminadas, como mujeres y como inmigrantes. Las mujeres españolas dentro y fuera de España tendremos que recurrir al aborto en clínicas privadas, lo que contribuirá no solo a precarizarnos sino también a enriquecer a nuestros opresores.

Las mujeres inmigrantes españolas en Montreal queremos transmitir nuestro apoyo a todas las mujeres que están en lucha en España, pero también a las que se movilizan en el extranjero, miles de mujeres españolas como nosotras, que han sido obligadas a emigrar ya que en su país de nacimiento se ven discriminadas sistemáticamente. Queremos decirles a todas esas mujeres que no están solas, ya que la lucha feminista por la libertad de todas las mujeres va más allá de las fronteras estatales.

Por esa razón os pedimos hoy que manifestéis vuestra solidaridad y que unáis vuestras voces a las de millones de mujeres en España y en todo el mundo, para exigir al gobierno de España que recule en su reforma. ¡Tenemos que recordarles una vez más que somos las mujeres quienes decidimos sobre nuestra sexualidad y nuestra maternidad!

Muchas gracias,

Colectivo de Inmigrantxs Españolxs en Montreal
ciemmontreal9@gmail.com